



Contre ce gouvernement qui ne lâche rien aux classes populaires

NPA

LA SEULE VOIE, CELLE DE LA LUTTE

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 26 JUIN 2014

Après dix à douze jours de grève, et parfois davantage, où des dizaines de milliers de cheminots ont tenu tête à ce gouvernement et à la direction de la SNCF, la grève arrive à sa fin. Une chose est sûre : ils ont eu à 100 % raison de se mettre en grève.

Leurs problèmes sont ceux de tous les travailleurs

Derrière la réforme qui vient d'être votée se tiennent en embuscade des menaces précises contre les conditions de travail des cheminots : la perte d'une dizaine de jours de repos, l'augmentation des amplitudes horaires jusqu'à 14 heures travaillées, sans compter de nouvelles suppressions de postes – encore 2 500 cette année – et à terme, une privatisation par morceaux.

Au cœur de cette réforme, une nouvelle offensive contre les cheminots, mais aussi contre les usagers, sous prétexte de plus de « productivité ».

Une chanson bien connue de tous les salariés, dans toutes les entreprises : il faudrait davantage de « compétitivité » pour les patrons; les travailleurs devraient accepter la casse des services publics, les bas salaires, le manque d'effectifs et les licenciements, la précarité et l'aggravation des conditions de travail.

Les salariés n'ont pas à accepter ce chantage. Bravo aux cheminots qui ont dit non !

Un Parlement sourd aux exigences populaires

Bien loin de la lutte, on a eu droit à une discussion sur cette réforme à l'Assemblée nationale, où l'on a vu le gouvernement accepter quelques amendements proposés par André Chassaigne, du Front de Gauche, suivant un scénario écrit d'avance !

Il ne s'agissait pas d'amendements dans l'intérêt des cheminots, mais explicitement « d'amendements pour stopper la grève » !

Certes, dès jeudi dernier, Thierry Lepaon, le secrétaire général de la CGT, les avait jugés positifs et avait parlé d'un « tournant » dans le mouvement. Mais aucun cheminot n'a été dupe ! Dans les assemblées générales de grévistes, personne n'a osé dire qu'il y avait quelque chose à gratter là-dedans ! Parce qu'à la base, ensemble, cheminots grévistes de la CGT, de SUD ou non syndiqués, on croyait un peu plus dur à la seule arme de la grève !

Faire converger toutes les lutte vers un tous ensemble

Si la grève des cheminots semble s'achever, le combat des intermittents du spectacle redouble d'intensité. Une nouvelle claque pour Valls qui voudrait valider la convention d'indemnisation chômage qu'ils combattent.

Le gouvernement répète sur tous les tons qu'il est impossible que les conflits en cours s'agrègent. Mais ce qui l'inquiète le plus, c'est justement la « coagulation » de toutes ces luttes.

Des pas, certes petits, sont faits dans ce sens. Le 19 mai, sous la Tour

Eiffel, des cheminots ont manifesté au coude à coude avec des intermittents en lutte et des postiers grévistes. Des cheminots de différents gares et centres se sont réunis en une « assemblée générale des assemblées générales », un premier pas vers une coordination entre les sites en grève. Des hospitaliers se sont rassemblés à Caen le 18 juin et préparent une nouvelle action pour le mois de septembre. Ces initiatives sont autant de jalons pour la jonction des luttes.

Parce que c'est une évidence : on ne pourra pas gagner en restant isolés ou par des luttes dispersées. Cheminots, intermittents, postiers, hospitaliers... tous ceux qui veulent gagner ont intérêt à nouer des liens entre eux et avec d'autres.

Ce sont des pas en avant vers un mouvement d'ensemble contre la politique de ce gouvernement, seul moyen de changer la donne.

GRÈVES SNCF... GRÈVES INTERMITTENTS... GRÈVE POSTE...



-FALOURD-

INTERMITTENTS ET PRÉCAIRES : LA LUTTE CONTINUE !

Jeudi dernier, Manuel Valls a confirmé que le Ministre du travail allait agréer le scandaleux accord d'indemnisation du chômage passé entre le MEDEF, la CFDT, la CFTC et FO, en mars dernier, à l'issue d'une parodie de négociations. Mais pour gagner du temps, il a proposé de repousser à plus tard la question du «différé d'indemnisation », lequel sera provisoirement compensé par l'Etat.

Le choix de l'agrément est une véritable provocation. Depuis des semaines, la mobilisation s'amplifie. Le mouvement ne s'arrêtera pas là. L'option de la grève pour de très nombreux festivals d'été est désormais probable, tout autant que nécessaire, afin d'obliger le gouvernement à retirer l'inadmissible accord.

Le gouvernement a cru que quelques mesures de diversion pourraient entamer la détermination des intermittents et des précaires.

Mais si Valls procède ainsi, c'est qu'il y a danger pour le gouvernement. Des spectacles et des festivals sont annulés, de très nombreuses actions sont quotidiennement menées et des convergences se créent avec d'autres luttes, comme pendant la grève des cheminots.

Cette entreprise d'enfumage et de division tente de déjouer la clarté et l'unité de la mobilisation des intermittents et des précaires.

Clarté car les revendications de la lutte sont précises : le refus de l'agrément est une condition non-négociable. Unité puisque ce combat pour des droits sociaux refuse la globalité de l'accord Unedic, et pas seulement les points relatifs aux intermittents.

NOUVELLE USINE, EXPLOITATION À L'ANCIENNE

La semaine dernière, Paul Carvahlo – ex-Rh de Cléon et aujourd'hui directeur de l'usine Renault de Tanger – paraît dans les colonnes du journal *L'Usine Nouvelle*. Il aurait réussi son pari, avec 350.000 véhicules produits depuis l'ouverture.

A quel prix ? Le site tourne, se vante t-il, 4 400 heures par an, en deux équipes. En clair, 2 200 heures de travail annuel par salarié marocain, contre 1 600 heures pour un salarié en France, aux 35 heures. Et la paie, n'en parlons pas : c'est le tiers ou le quart d'un ouvrier d'ici.

Sauf la paie du directeur et de quelques hauts cadres français au Maroc. Sans compter les heures à la plage, ou dans la villa de fonction.

L'ÉTAT « SAUVE ALSTOM », PAS LES EMPLOIS

Parvenu à un accord avec Bouygues, l'État va devenir le principal actionnaire d'Alstom, dans le cadre d'une alliance avec l'américain General Electric dans le secteur énergétique. « *Zéro euro* » pour le contribuable, disait Montebourg ?

Dans l'immédiat, peut-être, puisque Bouygues "prête" à l'État ses actions et ses voix au Conseil d'administration d'Alstom.

Mais c'est, à terme, un beau cadeau en milliards fait à Bouygues, auprès de qui l'État finira par acheter l'essentiel des 20 % d'actions qu'il compte acquérir. Une belle dot versée pour le mariage Alstom-General Electric !

Montebourg fanfaronne maintenant en annonçant que l'accord prévoit des pénalités financières si General Electric ne crée pas les 1.000 emplois promis sur trois ans. Mais combien seront supprimés dans le même temps, en prétextant des doublons, comme lors de chaque fusion ? Là-dessus, le ministre à la marinière se fait plus discret...

UN ANCIEN PDG PSA SE PLAINT

Christian Streiff, ancien PDG de PSA, raconte dans le magazine « Challenges » comment il a été viré, de manière dégueulasse, par la famille Peugeot. Alors qu'il était victime d'un AVC en mai 2008 et atteint d'aphasie amnésique, le conseil d'administration l'a viré sans attendre.

Streiff ne se plaint pas de ce qu'il a fait subir aux travailleurs malades ou handicapés. Il est juste surpris que ça lui arrive.

LES DAMNÉS DE LA CREVETTE

Après des journaux britanniques, un rapport accablant du département d'État américain vient de révéler l'esclavage dont sont victimes les travailleurs de la crevette en Thaïlande: hommes vendus 500 à 600 euros par tête à des bateaux de pêche, emprisonnés à bord pendant des années, nourris de simples rations de riz, leur sommeil contrôlé par leurs patrons, des bastonnades pour les récalcitrants...

Des policiers, des politiciens, voire des juges sont complices de ce système mafieux... qui profite largement aux géants occidentaux de la distribution, les Walmart, Carrefour, Tesco, etc...

Le chiffre : 628 milliards

En 2013, les entreprises du CAC 40, grâce au travail de leurs salariés, ont généré un bénéfice net de 48 milliards d'euros et les dividendes versés aux actionnaires ont augmenté de 6 %. Si l'on étend la période de 2005 à 2013, la somme atteint 628 milliards d'euros, soit environ... 46 millions d'années de SMIC !

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique